

A travers les résultats du baromètre CEVIPOF, le CESE rappelle son action pour un meilleur vivre ensemble



ÉCLAIRAGES

PUBLIÉE LE 26/02/2015

Pour la 3^{ème} année consécutive, le Conseil économique social et environnemental (CESE) soutient le baromètre CEVIPOF de la confiance politique, dont la vague 6bis présentée ce jour illustre le regain de confiance des Français à l'égard des institutions politiques.

Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, développé grâce au soutien du CESE, est l'instrument de référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Il dévoile les niveaux de confiance accordée aux différents acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle leurs degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin leurs perceptions de l'avenir entre optimisme personnel et pessimisme collectif.

Un regain de confiance dans les institutions nationales et européennes

Depuis la présentation du [Rapport annuel du CESE sur l'état de la France en 2014](#), qui soulignait la défiance des Français envers l'appareil politique perçu comme trop éloigné de leurs préoccupations réelles, les événements de janvier ont créé chez nos citoyens un certain regain de confiance dans leurs institutions. Le baromètre CEVIPOF souligne ainsi que la gestion présidentielle des événements a permis à son institution de gagner 11% entre décembre 2014 et février 2015 (40%). Sur la même

période le Gouvernement gagnait quant à lui 10% (33%). Cette tendance se confirme par le changement d'opinion en positif de 31% des sondés sur le fonctionnement de la démocratie.

Par ailleurs, en écho à l'avis du CESE sur « [l'Union européenne à la croisée des chemins](#) », le baromètre souligne une progression constante de la confiance des sondés à l'égard de l'Union depuis décembre 2013 (44% de confiance contre 32% en décembre 2013). Ces résultats confirment les préconisations du CESE tendant vers une Europe plus ouverte, plus solidaire et plus puissante sur la scène internationale.

Une unité nationale mobilisée lors des rassemblements républicains

75% des personnes interrogées ont éprouvé un sentiment de fraternité, et 69% de l'espoir suite aux mobilisations de janvier, mobilisations qui font écho au sentiment de fierté d'être français présent chez 82% (+10% depuis décembre 2014) d'entre eux. Ces données sont toutefois contrastées par l'émergence de nouvelles fractures culturelles : entre décembre 2009 et février 2015, le pourcentage de sondés estimant qu'il y a trop d'immigrés en France a ainsi gagné 20 points passant de 49% à 69%.

« Le sentiment d'impasse, d'abandon et de défiance envers la classe politique reste malgré tout très fort en France. Pour réinventer un modèle de vivre ensemble, la France va devoir s'appuyer sur ses forces citoyennes. Après les événements du 7 janvier, le CESE a un rôle à jouer pour apporter une lecture distanciée des événements, un questionnement en profondeur sur les leçons à tirer de cette tragédie et les actions à mettre en œuvre. La société française possède toute l'énergie et le talent nécessaires. A condition que les élus et les élites fassent leur révolution politique, dont l'urgence se fait de plus en plus sentir », commente Jean-Paul Delevoye, qui rappelle que le CESE s'est récemment dotée du label « [Agir pour le vivre ensemble](#) » pour l'ensemble des événements qu'elle accueille et soutient, comme les **Assises internationales du journalisme et de l'information**, autour du thème "Les leçons de Charlie " (13 mars 2015) ou [le Forum du Vivre Ensemble](#) (4 juin 2015).